

Situation politique et économique, succession de Bouteflika, coopération dans la lutte antiterroriste

Un rapport parlementaire français qui accable l'Algérie



Guy Teissier (au milieu), député des Bouches-du-Rhône. ©D. R.

Malgré les concessions et les énormes facilités offertes à la France, ses députés n'hésitent plus à livrer le fond de leur pensée à l'égard de notre pays. Une image qui tranche singulièrement avec les discours policés et des déclarations d'intention entendues çà et là.

Lors de la présentation d'un rapport d'information sur la coopération européenne avec les pays du Maghreb, après une mission de six mois dans la région, deux députés français se sont illustrés jeudi par des déclarations fracassantes concernant notamment l'Algérie.

Au cours de cette séance présidée par Elisabeth Guigou, ancienne ministre de la Justice et garde des Sceaux, députée de la Seine-Saint-Denis et présidente de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, Guy Teissier, député des Bouches-du-Rhône, a vite annoncé la couleur : "Au plan politique, en Algérie, la question qui préoccupe les esprits, et tous les esprits, c'est celle de la succession d'Abdelaziz Bouteflika qui a été réélu, comme chacun sait, en 2014, dès le 1er tour. De nombreux mouvements internes ont lieu dans les milieux administratifs, militaires et économiques, vraisemblablement pour préparer la succession du chef de l'État. Les autorités ont effectué de nombreux remaniements depuis mai 2015 et, notamment, dans les services de renseignements, le DRS, où le général Médiène a été mis en disgrâce. Et, plus récemment, le président Bouteflika a remplacé le DRS par une nouvelle structure rattachée directement à la Présidence pour l'avoir sans

doute à sa main, mais aussi pour la sortir du giron de l'armée.

Et vous savez qu'en Algérie l'armée occupe une place très très importante et notamment par son chef de l'état-major qui se verrait bien probablement en successeur de Bouteflika." Le député du parti Les Républicains se montrera plus nuancé dans son analyse lorsqu'il reconnaît ensuite : "Ces mouvements sont difficiles à interpréter tant la finalité est opaque, tant il y a beaucoup de groupuscules et d'éléments d'incertitudes (et non des moindres) dans la situation économique et sociale de ce pays. La baisse de la rente pétrolière a bien évidemment été une catastrophe pour ce pays."

Les difficultés économiques de l'Algérie ne sont pas négligeables, selon le parlementaire français : "Nous avons trouvé un pays qui donne l'impression que tout fonctionne mais où tout semble artificiel." Pour lui, la croissance économique est "trop faible" pour résorber le chômage chez les jeunes.

Un peuple aux antipodes du pouvoir ?

Craignant un "risque de délitement", Guy Teissier aborde également, non sans inquiétude, "une chape de plomb" qui pèse sur les libertés : "Nous avons été surpris par les difficultés de la presse indépendante à s'exprimer en dehors d'une certaine orthodoxie." Guy Teissier, qui est également président de la Communauté urbaine de Marseille, estime par ailleurs que les entrepreneurs français ont du mal à travailler en Algérie. Pourtant, tout le monde croyait, jusque-là, à tort ou à raison, que les entreprises françaises disposaient réellement de très "gros atouts" dans notre pays. Ainsi, les concessions accordées et les énormes facilités offertes semblent ne plus trouver grâce aux yeux des entrepreneurs français. Le député enfonce le clou sur ce registre des relations franco-algériennes en évoquant le "prurit permanent" du pouvoir algérien quand il s'agit de la France : "Dans ce pays, il y a un dysfonctionnement entre le gouvernement et le peuple : le peuple est en demande de France quand le gouvernement rejette la France et ne manque pas une occasion de vilipender notre pays." Les mots son lâchés ! D'après lui, les nouvelles générations seraient ainsi plus ouvertes à la France et moins sujettes aux préjugés que nourrirait le pouvoir à l'égard de la France.

À quoi jouent les militaires au Sahel ?

Jean Glavany, ancien ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, député PS des Hautes-Pyrénées et membre de la Commission défense à l'Assemblée nationale française, a abordé pour sa part "la menace terroriste" et "les ratés" des échanges d'informations entre les services français et algériens. Il rapporte une anecdote à ce sujet, selon laquelle des militaires algériens ne répondraient pas aux coups de fil de leurs homologues français stationnés au Mali.

L'accusation est très lourde et n'est pas tout à fait nouvelle.

L'Algérie avait déjà essuyé par le passé de nombreuses critiques qui ont conduit à l'isolement politique, à l'embargo économique et militaire jusqu'aux guerres médiatiques et aux instruments des renseignements. Après cela, que peuvent encore valoir les belles déclarations et autres professions de foi dont nous abreuvons les officiels français et les nôtres à l'occasion des visites échangées et de leurs rendez-vous protocolaires ?

Mohamed-Chérif Lachichi